



## SOMMAIRE

## Page

Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine (A/2375, A/C.1/L.42) . . . . .	673
--	-----

Président: M. João Carlos MUNIZ (Brésil).

**Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement de la République de Chine (A/2375, A/C.1/L.42)**

[Point 77\*]

1. U MYINT THEIN (Birmanie) rappelle que la question à l'étude a été inscrite à l'ordre du jour à la suite d'un télégramme en date du 25 mars 1953 (A/2375) adressé au Secrétaire général par le Ministre des affaires étrangères de l'Union birmane et concernant la "Plainte de l'Union birmane pour agression commise contre elle par le Gouvernement Kouomintang de Formose". Lorsqu'il a recommandé, à sa 86<sup>ème</sup> séance, l'inscription de cette question à l'ordre du jour de la septième session, le Bureau, pour des raisons d'ordre technique, lui a donné le libellé suivant: "Plainte de l'Union birmane pour agression communiste contre elle par le Gouvernement de la République de Chine". A cet égard, le représentant de la Birmanie tient à préciser que son gouvernement a reconnu le Gouvernement central du peuple de la République populaire de Chine comme le seul gouvernement légitime de la Chine et qu'il a cessé de reconnaître le précédent gouvernement de la Chine. Par conséquent, l'emploi de l'expression "Gouvernement de la République de Chine" dans les documents officiels de l'Assemblée générale ne change rien en ce qui concerne le Gouvernement de la Birmanie. La Birmanie continue à ne pas reconnaître le gouvernement du généralissime Tchang Kai-chek et sa plainte est dirigée contre ceux qui actuellement occupent Formose et gouvernent l'île. Le représentant de la Birmanie emploie le mot "Kouomintang" par souci de clarté. Il ne donne à ce mot aucun sens péjoratif et l'utilise uniquement parce que le gouvernement dirigé par Tchang Kai-chek est mieux connu sous ce nom et que la Birmanie ne peut reconnaître que le généralissime gouverne le continent chinois.

2. U Myint Thein se propose de retracer rapidement l'histoire de l'intrusion du Kouomintang en Birmanie depuis le début de 1950 jusqu'à ce jour, nonobstant le fait que, lors de la sixième session, à la 504<sup>ème</sup> séance de la Commission, le 28 janvier 1952, il a raconté brièvement les événements qui se sont déroulés en Birmanie.

\* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

3. En 1949, lorsque s'est produite la débâcle du Kouomintang, quelques troupes du Kouomintang se sont enfuies en direction du sud-ouest et plusieurs milliers de soldats ont pénétré en territoire indochinois où ils ont été désarmés et internés. Au début de 1950, quelque 1.700 hommes ont traversé la frontière birmane et ont pénétré dans l'Etat de Keng Tung où ils ont pillé les campagnes et molesté les habitants, dont ils exigeaient des vivres, des moyens de transport et des services. Des unités de l'armée birmane sont entrées en contact avec ces troupes et ont exigé qu'elles quittent immédiatement le territoire birman ou se laissent désarmer et interner conformément au droit international. Non seulement les partisans du Kouomintang avaient violé l'intégrité territoriale de la Birmanie, ce qu'aucune nation soucieuse de conserver sa souveraineté ne peut tolérer, mais leur présence en Birmanie constituait un risque manifeste de graves complications internationales. Au lieu de se conformer à la demande raisonnable et légitime de la Birmanie, les forces du Kouomintang qui s'étaient retranchées dans le triangle délimité par le Mékong à l'est, la route de Keng Tung à Tachilek à l'ouest et la frontière entre la Thaïlande et la Birmanie au sud, ont adopté une attitude arrogante. Entre-temps, les forces de l'Union birmane avaient capturé plus de 200 soldats du Kouomintang qui s'étaient infiltrés dans la ville de Keng Tung, déguisés en civils. Peu de temps après, le Commandant des forces armées birmanes de Keng Tung a reçu une lettre du général Lee, de la VIII<sup>ème</sup> armée, réclamant la libération des soldats internés et la cessation des attaques contre les troupes chinoises.

4. En juin 1950, l'armée birmane a déclenché des opérations contre les concentrations de troupes du Kouomintang dans le secteur de Tachilek et le 21 juillet 1950 toutes les positions du Kouomintang le long de la route de Kenk Tung à Tachilek avaient été enlevées, et la ville de Tachilek réoccupée. Les documents saisis au cours de cette opération ont révélé que les troupes du Kouomintang dans ce secteur se composaient d'unités de la VIII<sup>ème</sup> armée, de la XXVI<sup>ème</sup> armée et de la 93<sup>ème</sup> division. Au début des opérations, un général de la XXVI<sup>ème</sup> armée, le général Lai Iang Saae Tia, qui déclarait avoir commandé les opérations contre les forces birmanes, a fait une conférence de presse à Bangkok. Le journal thaïlandais *Lak Muang* a rendu compte de cette conférence dans son numéro du 22 juin 1950. Le

général aurait dit qu'une des raisons pour lesquelles les troupes du Kouomintang s'étaient heurtées aux forces birmanes était que les soldats birmans avaient eu recours à l'intimidation pour désarmer les unités chinoises. A un journaliste qui lui demandait si la XXVIème armée avait l'intention de continuer la lutte, le général a répondu que trois conditions avaient été posées, à savoir : tous les commerçants chinois (plusieurs milliers) arrêtés par les soldats birmans devaient être libérés ; les autorités birmanes devaient donner l'assurance qu'elles renonçaient définitivement à combattre l'armée chinoise ; et les soldats birmans devaient se retirer des abords de la zone où les troupes du Kouomintang s'étaient établies. Le général a aussi expliqué que le but de son voyage à Bangkok était de rendre visite à un vieil ami, l'attaché militaire de Chine, et d'obtenir des instructions du Gouvernement chinois de Taiwan (Formose) au sujet des opérations futures de son armée. U Myint Thein démentit l'arrestation de milliers de Chinois. Il était vrai que 1.500 Chinois avaient été détenus, mais 1.300 d'entre eux avaient été relâchés après enquête.

5. Après leur retraite de Tachilek, les troupes du Kouomintang, au nombre de 1.500 hommes environ, se sont regroupées à Mong Hsat, à 60 milles à l'ouest de Tachilek. Comme il avait fallu malheureusement retirer la plupart des unités de l'armée birmane qui avaient des missions plus urgentes à accomplir ailleurs, les forces du Kouomintang ont eu le temps de se retrancher et de se réorganiser à Mong Hsat qui devint et resta la base principale de leurs opérations. Dans l'intervalle, le général Li Mi avait, à la fin de 1950 et au début de 1951, envoyé des agents à la frontière nord-ouest de la Birmanie pour recruter des éléments du Kouomintang qui s'y étaient réfugiés. Ces recrues furent envoyées dans le plus grand secret à Mong Hsat où elles furent entraînées et munies de nouvelles armes qui ne pouvaient provenir que de sources extérieures à la Birmanie. L'effectif des troupes du Kouomintang était passé à 4.000 hommes en avril 1951. A mesure que de nouvelles recrues arrivaient, de nouveaux centres d'entraînement furent créés à Mong Yawng et à Mong Nyen, respectivement à l'est et au nord-ouest de Keng Tung.

6. Le représentant de la Birmanie explique ensuite les caractéristiques géographiques de la région de Mong Hsat et précise que les espaces découverts dans les environs immédiats de la ville conviennent très bien à des opérations de parachutage et à l'entraînement des troupes. En outre, les forces du Kouomintang ont amélioré et élargi la piste d'atterrissage de secours construite à Mong Hsat par les forces alliées pendant la guerre. U Myint Thein renvoie aux documents 15 et 16 du dossier que sa délégation a mis à la disposition des membres de la Commission<sup>1</sup>. On y voit des photographies de l'aérodrome de Mong Hsat et de troupes chinoises à l'entraînement dans le camp de Mong Nyen.

7. S'étant solidement retranchés à Mong Hsat et ayant occupé Mong Yawng et Mong Nyen, 3.000 hommes environ des troupes du Kouomintang, sous le commandement direct du général Li Mi, se sont dirigés vers le nord à la fin du mois d'avril 1951, et ont installé leur quartier général à Mong Mao, dans le nord des Etats Wa, à la frontière entre la Birmanie et la province du

Yunnan. Ces troupes ont été renforcées par de nouveaux éléments recrutés dans la région de la frontière. Par la suite, on a appris que le général Li Mi avait tenté de pénétrer dans la province du Yunnan pour prendre contact avec des éléments de guérillas opérant dans cette province et recruter de nouvelles troupes pour augmenter ses effectifs sur le territoire de l'Union birmane. A leur retour en Birmanie, le général Li Mi et ses troupes ont procédé à la construction de redoutes le long de la frontière entre la Birmanie et la province du Yunnan. A ce moment, les forces chinoises s'étaient augmentées de 2.000 recrues et l'armée birmane a dû lancer une nouvelle offensive de grande envergure pour les déloger de leurs positions. A la suite de cette opération, ces troupes, fortes d'environ 6.000 hommes, se sont retirées au sud vers Mong Hsat, laissant derrière elles des groupes isolés dans la région proche de la frontière entre la Birmanie et la province du Yunnan. Ainsi, à la fin de 1951, les forces du Kouomintang dans l'Etat de Keng Tung avaient fortement augmenté, ce qui a eu pour résultat d'étendre sensiblement le champ de leurs opérations en Birmanie orientale.

8. Après la retraite de ses forces vers Mong Hsat à la fin de 1951, le général Li Mi est rentré à Formose avec un nombre considérable d'officiers et de soldats, probablement pour leur faire subir un entraînement. L'on sait par des dépêches de presse que le général Li Mi était à Formose au début de 1952 et la confirmation du retour à Formose d'officiers subalternes et de soldats a été fournie par un document saisi en 1952 sur un courrier des troupes du Kouomintang arrêté sur la route de Taunggyi à Keng Tung. Un autre document, trouvé sur le cadavre d'un officier des troupes du Kouomintang tué le 8 février 1953 à la bataille de Loi Kaw, révèle également que des troupes avaient été envoyées en entraînement à Formose. Le représentant de la Birmanie donne ensuite lecture du texte de ces deux documents (pièces 11 et 13 du dossier).

9. Après le départ du général Li Mi pour Formose, le général Liu Kuo Chwan a été placé à la tête de toutes les troupes du Kouomintang en Birmanie et il s'est mis en devoir de poursuivre la réorganisation, le recrutement et l'instruction de toutes les forces se trouvant sous son commandement. Il a aménagé de nouvelles zones de parachutage à l'intérieur de l'Etat de Keng Tung et a poursuivi l'amélioration de l'aérodrome de Mong Hsat, y rendant possible l'atterrissage régulier d'appareils du type C-46 et C-47.

10. L'accroissement rapide des forces du Kouomintang en Birmanie orientale au début de 1952 témoigne des tendances expansionnistes de ces troupes à l'intérieur de l'Union birmane. Dès janvier 1952, le contact a été établi entre ces troupes et les insurgés Karens dans la région de Mawchi, à la suite de quoi des troupes du Kouomintang furent envoyées au début de 1952 pour lutter à côté des insurgés contre les forces de l'Union birmane. Vers le milieu de 1952, un millier de soldats du Kouomintang combattaient côte à côte avec les insurgés dans les régions où la rébellion des Karens n'était pas encore étouffée. En regardant la carte soumise à la Commission par la délégation birmane, on constate qu'il s'agit des régions situées à l'ouest du Salouen, alors que précédemment les activités des troupes du Kouomintang en Birmanie avaient été limitées aux régions situées à l'est de ce fleuve. Le Gouvernement birman possède d'ailleurs des preuves établissant de manière concluante que la jonction des troupes du Kouomintang

<sup>1</sup> Les documents contenus dans ce dossier n'ont pas été distribués sous une cote de l'Organisation des Nations Unies.

avec les insurgés Karens n'a pas été purement accidentelle; elle fait partie d'une politique délibérée du Haut Commandement du Kouomintang tendant à saper l'autorité du Gouvernement de l'Union birmane et à le renverser en fin de compte.

11. Le représentant de l'Union birmane passe ensuite à l'examen des pièces 3 et 5. La pièce 3 du dossier contient notamment un certificat délivré à quatre membres de la 1ère armée envoyés en service commandé sur la route de Birmanie, ainsi que le compte rendu sommaire d'une décision prise par un sous-comité du bataillon 4.904, définissant les mesures à prendre avant d'attaquer l'armée birmane. Parmi les principes fondamentaux figure une déclaration selon laquelle le Gouvernement birman est aux mains de personnages corrompus qui oppriment les autres nationalités. On y lit également qu'à la fin de la guerre il conviendra de lancer une campagne tendant à faire croire que c'est l'armée birmane qui a attaqué la première, que les troupes du Kouomintang n'ont pas été responsables de la guerre et que l'armée birmane s'est en fait rendue coupable de rapt et de vols; il conviendra aussi d'encourager et d'aider les tribus de la Birmanie du Nord dans leur lutte pour l'indépendance. La pièce 5 contient des instructions dans lesquelles on recommande aux troupes du Kouomintang de soutenir tous les partis politiques, en particulier le Gouvernement rebelle de Kaw-thu-lay, les Karens et les Mons, et de les aider à atteindre leurs objectifs.

12. Vers le milieu de 1952, de petits groupes de soldats du Kouomintang s'étaient déplacés vers l'ouest et le nord après avoir traversé le Salouen. En décembre 1952, les concentrations de troupes du Kouomintang dans les régions de Mong Hsu et Mong Pan étaient devenues si importantes qu'elles ont pu dans les mois suivants s'emparer de ces Etats par la force. Ce qui est significatif dans toutes ces opérations, c'est qu'elles se sont produites à peu près simultanément dans des régions de l'Union birmane très éloignées les unes des autres. Ce fait indique l'existence d'une tentative concertée de la part du Haut Commandement du Kouomintang pour étendre son emprise sur certaines régions de l'Union birmane allant de la limite septentrionale de l'Etat chan jusqu'à Moulmein au sud, sur la côte, et jusqu'à Loi Kaw à l'ouest, dans l'Etat de Kayah. Heureusement, l'occupation de ces régions par les troupes du Kouomintang n'a été que de très courte durée.

13. Les forces du Kouomintang ne se sont pas contentées de se livrer à des opérations militaires; elles se sont ingérées dans les affaires intérieures de la Birmanie et elles ont entrepris une propagande subversive contre le gouvernement. Par exemple, lorsqu'elles ont occupé la région de Mong Hsu, elles ont déposé le gouverneur et l'ont remplacé par un gouverneur de leur choix à qui l'on avait donné pour épouse une Chinoise. Elles ont également publié des brochures en birman et en chan incitant les citoyens de l'Union birmane à la rébellion. De toute évidence, leur but était de dresser les groupes minoritaires des régions orientales de l'Union birmane contre le gouvernement légitime. Le représentant de la Birmanie donne ensuite lecture du texte des documents contenus dans les pièces 4 et 4A. Il est évident que ces soi-disant soldats d'une croisade anti-communiste ne luttent pas contre les troupes de la République populaire de Chine mais sapent l'autorité du Gouvernement de l'Union birmane avec l'espoir qu'ils parviendront finalement à le remplacer par un gouver-

nement plus accessible à leurs désirs. Non seulement ces troupes sont entrées sur le territoire birman, y sont restées illégalement, ont refusé de se laisser désarmer et interner conformément au droit international, non seulement elles ont engagé les hostilités contre les forces armées birmanes, mais elles sont aussi intervenues dans les affaires politiques intérieures de la Birmanie et elles se sont efforcées de renverser le gouvernement légitime par tous les moyens à leur disposition. Il ne saurait exister de cas d'agression plus flagrant que celui-ci. Cependant, les troupes du Kouomintang ont été sévèrement châtiées pour leurs crimes. Les forces birmanes sont en train de les repousser de l'autre côté du Salouen.

14. Les troupes du Kouomintang en Birmanie s'intitulent l'armée anticomuniste de salut national. Le général Li Mi est leur commandant en chef mais il semble que ce soit le général Liu Kuo Chwan qui dirige effectivement les opérations. La région dans laquelle ces troupes opèrent est divisée en trois zones. Dans la zone No 1, située à l'est du Salouen, se trouvent environ 4.000 hommes. Dans la zone No 2, située dans le secteur nord-est, on trouve environ 3.000 hommes. Dans la zone No 3, qui est la région de Mong Hsat-Mong Pan, il y a environ 4.000 hommes. D'autres régions de moindre importance sont aux mains des rebelles Karens.

15. U Myint Thein parle ensuite des actes de pillage commis par les troupes du Kouomintang contre la population civile des régions où ces troupes opèrent. Le plus fréquemment, on contraint la population à fournir des approvisionnements et des services. Selon la coutume des forces nationalistes chinoises, les troupes du Kouomintang vivent sur le pays. Etant donné que la partie orientale de l'Etat chan est relativement pauvre, on peut imaginer la misère à laquelle trois années de réquisitions continuelles sans le moindre paiement ont réduit la population. Des villages entiers ont été abandonnés, en raison de l'impossibilité dans laquelle se trouvaient les habitants de satisfaire aux exigences des soldats. Ailleurs, n'ayant pas obtenu satisfaction, les troupes ont brûlé et pillé les villages. En plus de vivres, les troupes du Kouomintang ont réclamé des matériaux de construction et de la main-d'œuvre. L'aérodrome de Mong Hsat a été agrandi et amélioré par des travailleurs forcés. La population a été assujettie à des impôts et à des taxes de divers genre. Dans certains cas, les habitants des villages ont été arrêtés et rançonnés. Certains ont été tués malgré le versement de la rançon. Dans d'autres cas, des villageois ont été arrêtés et mis à mort parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des espions au service du gouvernement ou de se montrer hostiles aux troupes du Kouomintang. Poursuivant une politique systématique de destruction de l'administration birmane, les troupes du Kouomintang ont assassiné un grand nombre de fonctionnaires de l'Etat. Elles n'ont pas même épargné les femmes. En outre, ces troupes se sont livrées à une intense contrebande de l'opium et ont organisé des jeux de hasard. U Myint Thein fait observer que l'armée nationaliste chinoise n'a jamais été renommée pour sa discipline; on peut aisément imaginer l'effet provoqué sur une paisible population civile par cette soldatesque composée en partie de restes de l'armée nationaliste et en partie de toute la racaille recrutée dans la zone frontière.

16. L'orateur examine ensuite les raisons pour lesquelles son gouvernement estime que l'activité des

troupes du Kouomintang en Birmanie est dirigée et appuyée par le Gouvernement de Taïpeh. En premier lieu, quel que soit son titre officiel, le général Li Mi est le chef reconnu des forces en question. Etant donné ce que l'on sait, il est difficile d'ajouter foi à l'affirmation du Gouvernement de Taïpeh selon laquelle Formose n'a aucune autorité directe sur le général Li Mi et n'exerce sur lui qu'une influence limitée, qui d'ailleurs varie selon le moment. U Myint Thein cite une déclaration publiée en juillet 1951 par un journal de Formose et une nouvelle diffusée de Formose en août 1951; dans un cas comme dans l'autre, il était question de "forces nationalistes". On sait que le général Li Mi a visité Taïpeh en décembre 1951. Sa visite a tout d'abord été rapportée par *Associated Press*, le 27 décembre 1951. Un récit plus détaillé a été publié le 29 décembre 1951 par une revue chinoise de Hong-kong; selon celle-ci, le général Li Mi aurait déclaré à l'aéroport de Honk-kong que le but principal de son retour à Taïpeh était de faire rapport au Président et de rendre visite à plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement. Un autre journal de Hong-kong a signalé, le 14 janvier 1952, que le général Li Mi était arrivé pour discuter les opérations de guérilla avec les chefs de l'état-major. D'après ce communiqué, la demande la plus importante formulée par Li Mi portait sur l'augmentation de l'aide financière et sur l'envoi de personnel qualifié. D'après ce communiqué, le Bureau politique devait envoyer une cinquantaine de personnes pour assister Li Mi au Yunnan. U Myint Thein appelle l'attention de la Commission sur une photographie du général prise à Taïwan, au cours d'une parade ou de manœuvres. On y voit Li Mi en conversation avec le général Sun Lip Yin. Un communiqué de *United Press*, daté de Taïpeh le 3 février 1952, signalait que Li Mi, après son entrevue avec les autorités de Formose, était rentré au Yunnan.

17. L'ensemble de ces communiqués de presse établit d'une façon certaine que le général Li Mi s'est rendu à Taïpeh en décembre 1951 pour y conférer avec les plus hautes autorités militaires et politiques. Et pourtant, M. Tsiang a affirmé que Li Mi avait été envoyé dans le Yunnan trois années plus tôt, y était devenu un nouveau Garibaldi et s'était rendu indépendant de son gouvernement. Cette affirmation a été faite à la 505<sup>ème</sup> séance de la Commission, le 29 janvier 1952, époque où le général Li Mi se trouvait à Formose.

18. On a tout lieu de croire que, depuis cette époque, le général Li Mi a fait la navette entre Formose et Mong Hsat. Sa dernière visite à Formose se situe au début de mars 1953. Il ressort d'un document trouvé sur le cadavre d'un des trois Occidentaux tués au cours d'une bataille entre les forces de l'armée birmane et les troupes du Kouomintang, que Li Mi se trouvait en Birmanie en février 1953. Ce document, qui fait partie du dossier dont la Commission est saisie, est une lettre d'un chef Karen insurgé. Cette lettre prouve les liens étroits qui existent entre les insurgés et le Kouomintang; elle prouve aussi que Li Mi se trouvait en Birmanie au début de 1953, à une époque où les forces du Kouomintang tentaient, par une action concertée et centralisée, d'étendre leurs opérations au-delà du Salouen en des points très éloignés les uns des autres.

19. Le 2 mars 1953, le Premier Ministre de Birmanie a annoncé qu'il allait porter l'affaire devant l'Organisation des Nations Unies. Moins d'une semaine après, *United Press* signalait de Taïpeh que le général Li Mi était arrivé dans cette ville pour rendre personnellement

compte aux autorités de la situation existant sur le continent. D'après *United Press*, cette visite avait pour but de renseigner le gouvernement sur les positions exactes occupées par ses troupes en Birmanie et de parer à la menace de la Birmanie, qui voulait porter la question devant l'Organisation des Nations Unies. Le moment choisi pour la visite du général Li Mi à Formose, les circonstances qui ont entouré cette visite et la visite antérieure qu'il y avait faite en 1951, sont autant de preuves que les rapports de Li Mi avec Taïpeh sont ceux qui existent normalement entre un commandant en chef et son gouvernement.

20. La presse internationale a rapporté d'autres faits qui confirment que les troupes chinoises en Birmanie font partie de l'armée du Kouomintang. U Myint Thein cite notamment un communiqué de l'agence Reuter, daté de Taïpeh le 23 janvier 1953, d'après lequel un porte-parole des nationalistes chinois aurait démenti le fait que les troupes du Kouomintang se seraient jointes aux rebelles Karens pour repousser les attaques des troupes birmanes. Le communiqué ajoute que les troupes du Kouomintang ne combattent que les seuls communistes chinois. On trouve un aveu plus direct encore dans une déclaration que le *Times* de Londres a attribué à M. Patrick Soong, chargé d'affaires à l'Ambassade du Kouomintang à Bangkok. Selon M. Soong, les troupes du Kouomintang, au nombre de 12.500 hommes, se trouvent sous le commandement direct du grand quartier général à Formose; aux yeux du Gouvernement de Formose, ces troupes sont déployées dans un territoire non délimité où l'autorité du Gouvernement birman est pour le moins contestable; enfin, les opérations de ces forces constituent en réalité une extension de la lutte qui est menée contre le communisme en Corée, en Indochine et en Malaisie. Ainsi donc, l'on reconnaît que les troupes du Kouomintang stationnées en Birmanie sont sous le commandement direct du quartier général installé à Taïpeh. Le nombre des soldats indiqué par M. Soong coïncide presque exactement avec l'estimation du Gouvernement birman, à savoir 12.000 hommes. Le représentant de la Birmanie dit qu'il parlera plus loin de l'allusion au "territoire non délimité".

21. Le Gouvernement birman a saisi un certain nombre de documents au cours des opérations militaires. Ces documents, qui étaient fortement l'accusation selon laquelle le général Li Mi et ses troupes sont sous les ordres du Gouvernement de Taïpeh, font partie du dossier qui est à la disposition des membres de la Commission. U Myint Thein donne lecture du premier de ces documents, qui est une circulaire signée Tchang Chung-ching, autre nom du généralissime Tchang Kaï-chek. Cette circulaire a été adressée au "directeur Li", à l'intention des troupes de l'armée nationale stationnée dans le Yunnan et aux forces locales anticommunistes. C'est là une admission implicite que Li Mi a sous ses ordres des unités de l'armée nationale. D'ailleurs l'auteur du message reconnaît que du ravitaillement a déjà été envoyé, s'excuse de n'avoir pu en envoyer davantage et promet aux éléments irréguliers des forces de Li Mi qu'ils seront traités comme des troupes régulières.

22. Un autre document est la reproduction d'un certificat d'identité délivré aux aspirants; ce certificat, qui est semblable à ceux qui sont délivrés aux officiers de l'armée régulière du Kouomintang, reproduit l'effigie du généralissime Tchang Kaï-chek et l'emblème de la Chine nationaliste. Une vingtaine de ces certificats ont

été trouvés sur les cadavres d'officiers du Kouomintang. U Myint Thein donne également lecture d'un message adressé au général Li Mi par le fils de Tchang Kai-chek, qui est apparemment directeur du Département politique du Ministère de la défense à Taïpeh. L'auteur du message déclare que, sous la direction du Président, le général Li Mi a déjà accompli une belle besogne. Un autre document contient des instructions détaillées ainsi que la signature et le sceau du chef de l'état-major général de Formose; ce document prouve que les forces du Kouomintang stationnées en Birmanie ont reçu des directives et des ordres du Gouvernement de Taïpeh. Le représentant de la Birmanie donne ensuite lecture d'un autre document, une lettre du Commandant de la 1ère division de l'armée de la paix au Commandant des forces du gouvernement à Mong Ping; dans cette lettre, datée du 26 août 1951, il est déclaré très clairement que les forces du Kouomintang en Birmanie sont sous le commandement direct du président Tchang et du président Li.

23. De plus, les autorités birmanes ont appris, par des officiers supérieurs des forces du Kouomintang qui ont été faits prisonniers, que ces forces sont dirigées et contrôlées de Taïpeh et que le ravitaillement qu'elles ont reçu provenait de Formose.

24. U Myint Thein fait observer que, lorsqu'on évalue ces preuves, il ne faut pas perdre de vue qu'il s'agit d'opérations clandestines et qu'il est toujours difficile, dans ces cas, de recueillir le genre de preuves qu'un tribunal exigerait. Toutefois, l'aveu très net de M. Soong constitue une preuve irréfutable. M. Tsiang peut nier que le gouvernement qu'il représente ait joué un rôle quelconque dans cette affaire; mais M. Soong dirige l'ambassade du Kouomintang la plus proche du théâtre des opérations; c'est probablement lui qui transmettait les directives et il est évidemment mieux placé que personne pour savoir ce qui se passe.

25. Une preuve supplémentaire et tangible de la complicité de Formose est l'amélioration phénoménale de l'armement des forces du Kouomintang en Birmanie. U Myint Thein met en parallèle l'équipement des troupes qui sont entrées en Birmanie en 1950 avec l'équipement actuel des troupes du Kouomintang, composé presque exclusivement d'armes légères et lourdes fabriquées aux Etats-Unis. Les appareils de l'aviation birmane se sont heurtés, au cours de récentes sorties, à un léger tir antiaérien qui a causé la perte d'un appareil de transport. Il est évident qu'une force de 1.500 hommes comparativement peu armés n'aurait pu s'accroître en effectifs en moins de trois ans pour devenir une armée de 12.000 hommes bien équipés à l'intérieur de la Birmanie, si une Puissance extérieure n'avait pas fourni l'inspiration, le commandement et l'équipement nécessaires. Même si l'on ne disposait d'aucune autre preuve, on serait parvenu par élimination à la conclusion que cette Puissance est Formose. Etant donné que le matériel se trouve déjà en Birmanie, le Gouvernement birman n'a pas l'intention d'examiner de trop près comment il y est parvenu. Il est impossible que la totalité de cet équipement ait été transportée par avion, bien que les appareils de transport soient utilisés depuis quelque temps.

26. M. Soong a parlé d'une frontière "non délimitée". Or, dès 1893, il avait été convenu que la frontière partirait d'un point fixé à 25 degrés 35 minutes de latitude nord et 98 degrés 14 minutes de longitude est, pour descendre vers le sud jusqu'aux frontières de l'Indo-

chine et de la Thaïlande. La frontière a été marquée par des poteaux, sauf sur une distance de 200 milles à travers les Etats Wa. Même sur ce trajet, la ligne frontière a été définie par un échange de notes en 1941 et décrite de façon minutieuse et détaillée. Le représentant de la Birmanie souligne d'ailleurs que les forces du Kouomintang ne se trouvent nulle part à proximité de la partie septentrionale de la Birmanie où la ligne frontière n'est pas encore délimitée.

27. Passant à l'examen du projet de résolution présenté par sa délégation (A/C.1/L.42), U Myint Thein dit que certains représentants ont déclaré en privé que le texte en était trop violent. Mais des troupes étrangères ont pénétré par la violence en Birmanie, mettant le Gouvernement birman dans l'embarras et causant du tort aux citoyens birmans. Elles ont imposé leur présence à la Birmanie et ont recours à des tactiques qui risquent de créer des complications internationales. De quelque point de vue que l'on envisage cette affaire, la présence de ces troupes équivaut à une agression. Le Gouvernement birman prétend que ces troupes font partie de l'armée du Kouomintang et sont entretenues par Formose. S'il en est ainsi, l'action du Gouvernement du Kouomintang mérite une condamnation et exige une action immédiate. Le but avoué de l'Organisation des Nations Unies est le maintien de la paix, mais si l'on fermait les yeux sur l'agression du Kouomintang en Birmanie, les efforts déployés pour préserver la paix du monde seraient réduits à néant. Le Gouvernement birman ne demande pas que l'on prenne telle ou telle mesure, il demande simplement que l'on invite le Conseil de sécurité à prendre les mesures appropriées. Il est nécessaire de prononcer une condamnation si l'on veut mettre un terme à l'envoi de renforts et de ravitaillement par le Gouvernement du Kouomintang et empêcher les aventuriers, qu'il s'agisse d'individus ou de groupes organisés, de participer à cette aventure insensée qui ne saurait être une menace pour la République populaire de Chine. Une telle condamnation obligerait également les pays voisins, du moins le Gouvernement de la Birmanie l'espère, à surveiller davantage leurs frontières.

28. Le Gouvernement de la Birmanie a étudié très soigneusement les conséquences du projet de résolution, de même qu'il a très longuement réfléchi avant de porter la question devant les Nations Unies. La Birmanie n'est parvenue à l'indépendance que très récemment et elle a été harcelée de difficultés intérieures qu'elle est heureusement en train de surmonter, contrairement à une déclaration récente du Ministre des affaires étrangères de Formose qui prend ses désirs pour des réalités. Maintenant que la situation intérieure de la Birmanie s'est améliorée, il semble que le Gouvernement du Kouomintang aimerait créer de nouvelles difficultés et faire surgir de nouveaux problèmes qui rendraient intenable la position internationale de la Birmanie.

29. Le Gouvernement de la Birmanie a fait de grands efforts pour régler ce problème sans faire appel aux Nations Unies. Dès que les forces du Kouomintang ont pénétré en Birmanie, il a essayé, mais en vain, de régler la question sur le plan diplomatique; l'échec de cette tentative a été suivi par les opérations militaires. Le Gouvernement de la Birmanie a été informé par l'Ambassade des Etats-Unis, qui entretient des relations amicales avec Formose comme avec la Birmanie, que Formose avait donné à ces forces l'ordre de se retirer, mais elles se sont simplement rendues dans la région

de Mong Hsat, où elles se sont retranchées. On a continué de rechercher un règlement de la question par l'intermédiaire de l'Ambassade des Etats-Unis, mais, malgré les encouragements et les espoirs donnés au Gouvernement de la Birmanie, ces troupes, au lieu de se retirer, ont renforcé leurs effectifs et leur équipement. Après l'intervention du représentant de la Birmanie devant l'Organisation des Nations Unies, une activité fiévreuse s'est manifestée sur le plan diplomatique en 1952. Des indices favorables sont à nouveau apparus, mais les espoirs du Gouvernement de la Birmanie ont été déçus une fois de plus. A bout de patience, il est arrivé à la conclusion qu'il n'avait d'autre ressource que d'exposer les faits devant les Nations Unies afin que des mesures appropriées soient prises pour désarmer et interner les forces du Kouomintang ou pour leur faire quitter le pays. Le Gouvernement de la Birmanie remercie l'Ambassade des Etats-Unis et le Premier Ministre de l'Inde des efforts qu'ils ont faits. Il est regrettable que ces efforts n'aient pas eu de succès mais la chose est compréhensible puisqu'ils ont à faire à des gens qui sont convaincus que leur seul espoir de salut réside dans le déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

30. U Myint Thein rappelle qu'à la sixième session de l'Assemblée générale, à la 504<sup>ème</sup> séance de la Commission, lorsque les représentants des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France ont déclaré que leurs pays ne toléreraient pas une agression communiste dans l'Asie du Sud-Est, il leur avait demandé si cette déclaration s'appliquait seulement à l'agression communiste et il avait exprimé l'espoir qu'elle s'appliquait également à toutes les formes d'agression. Le représentant de la Birmanie ne pense pas qu'il soit nécessaire de préciser que son pays attache une importance vitale à la réponse à cette question. L'agression reste l'agression, quelle que soit l'identité de l'agresseur.

31. M. TSIANG (Chine) se réserve le droit de répondre, le cas échéant, à certains arguments avancés par le représentant de la Birmanie, lorsqu'il aura pu étudier la déclaration de ce représentant.

32. Le représentant de la Birmanie a beaucoup insisté sur un communiqué de presse faisant état de certaines déclarations qu'aurait prononcées le Chargé d'affaires de Chine à Bangkok. A ce propos, M. Tsiang annonce à la Commission que M. Soong lui a fait savoir, par câble, que le *Times* avait cité incorrectement ses observations et qu'il avait demandé à ce journal de publier un rectificatif. Pour ce qui est des documents présentés par le représentant de la Birmanie, on notera que tous les messages demandent que l'on prenne des mesures contre le régime fantoche de la Chine et ne contiennent aucune preuve que le Gouvernement chinois ait ordonné des mesures quelconques contre le Gouvernement birman. Au contraire, le Gouvernement chinois a fait de son mieux pour éviter des mesures de ce genre.

33. La Birmanie et la Chine sont proches voisins, mais, dans la longue histoire des relations entre ces deux pays, on ne trouve qu'une seule période au cours de laquelle on puisse dire que la Chine ait commis une agression contre la Birmanie. Il est remarquable que cet accident se soit produit à une époque où la Chine elle-même n'était pas indépendante, mais faisait partie d'un vaste empire sous la domination mongole. Si l'on peut tirer une leçon de ces relations séculaires entre les deux pays, c'est que la Birmanie n'a rien à craindre de la Chine tant que ce pays est indépendant et dirigé par

un gouvernement composé de Chinois et défendant les intérêts de la Chine. Du XIII<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, la Chine a suivi une politique d'isolement. Elle a été contrainte d'abandonner cette politique pendant la deuxième moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, époque à laquelle elle s'est efforcée, dans la mesure de ses moyens, de venir en aide à ses voisins contre l'agression occidentale. Après la deuxième guerre mondiale, la Chine s'est trouvée pour la première fois entourée de voisins indépendants. M. Tsiang rappelle que, comme on l'a souvent fait remarquer, des pays voisins ne peuvent être que des amis sincères ou des ennemis implacables. La Chine et ses voisins ont pu créer de toutes pièces le cadre de leurs relations, car c'était la première fois qu'ils pouvaient négocier entre eux en tant que nations indépendantes. Le Gouvernement chinois était d'avis qu'il devait veiller à fonder ces relations sur une amitié solide et qu'il appartenait à la Chine, qui était le pays le plus important, de prendre l'initiative dans ce domaine. A ce sujet, M. Tsiang signale qu'au milieu de la deuxième guerre mondiale, son gouvernement avait décidé que la Chine devait entretenir des liens d'amitié solides avec le Japon, qui pourtant avait envahi la Chine et avait été l'agresseur. Pendant l'hiver de 1942-1943, M. Tsiang, sur les instructions de son gouvernement, a exposé cette politique dans une déclaration qu'il a prononcée au Metropolitan Opera, à New-York. Il est évident que si son gouvernement a désiré poursuivre une politique de ce genre envers l'agresseur de la Chine, il doit vouloir suivre une politique semblable envers tous ses autres voisins.

34. M. Tsiang rappelle que, pendant la deuxième guerre mondiale, son gouvernement a envoyé des forces armées en Birmanie pour aider à libérer ce pays de l'agression japonaise. Il croit même que, sauf erreur, dans la libération de la Birmanie, il a été répandu plus de sang chinois que de sang birman. En 1948, la Birmanie est devenue indépendante. Aux cérémonies qui ont eu lieu en l'honneur de cette indépendance, la Chine était représentée par M. Yeh, son Ministre des affaires étrangères actuel; le Gouvernement birman lui offrit, à cette occasion, le premier drapeau de la Birmanie indépendante, et le Gouvernement chinois conserve précieusement ce drapeau. M. Tsiang est persuadé que la Birmanie et la Chine redeviendront amies et le resteront, et il rappelle à ce sujet que c'est la délégation chinoise qui a présenté au Conseil de sécurité la résolution recommandant l'admission de la Birmanie à l'Organisation des Nations Unies (S/717).

35. Le représentant de la Chine déclare que l'accusation d'agression portée par le Gouvernement birman est grave, et il affirme que l'idée d'une agression contre la Birmanie n'est jamais venue à l'esprit du Gouvernement chinois. Cette accusation vise une armée, appelée l'armée anticommuniste de salut national, sous les ordres du général Li Mi, qui est né dans un village situé sur la frontière de la Birmanie et de la Chine. Les hommes qu'il commande se sont réunis pour lutter contre le communisme et libérer leur pays, parce que le régime communiste a détruit leurs foyers et leurs familles. Tous les Chinois libres du monde entier tiennent ces hommes pour des héros et leur envoient une aide financière. Ils représentent pour les Chinois ce que Garibaldi a été pour les Italiens.

36. Qu'est-ce que le peuple birman pense de cette armée? La Commission a entendu le représentant du Gouvernement birman. M. Tsiang possède cependant

certaines autres renseignements qui, s'ils ne représentent peut-être pas les vues de tous les Birmans, traduisent les sentiments de certains d'entre eux. Il donne alors lecture d'une dépêche envoyée de Singapour le 27 mars 1953 et publiée dans un journal de langue anglaise de Hong-kong, selon laquelle deux officiers de l'armée birmane, observant la lutte contre les guérillas communistes en Malaisie, ont déclaré, avant de partir pour Rangoon, que les Birmans et les forces nationalistes chinoises étaient amis et qu'ils aimeraient mieux lutter contre les communistes que contre les nationalistes.

37. M. Tsiang précise qu'il ne veut pas prendre la défense de l'armée anticommuniste de salut national du Yunnan. Ces forces ont été constituées, au début, par des troupes de l'armée chinoise, mais elles sont ensuite devenues une armée qui ne fait pas partie de l'armée régulière de la République de Chine. M. Tsiang fait observer que, d'après le représentant de la Birmanie et la note birmane (A/2375), ces forces armées, qui comptaient à l'origine 1.700 hommes environ, en comptent actuellement 12.000 par suite du recrutement sur place. Le Gouvernement birman semble prétendre que cette augmentation est due à l'envoi de troupes par le Gouvernement chinois. Mais M. Tsiang souligne que le Gouvernement chinois n'a pas envoyé un seul soldat pour renforcer cette armée.

38. Au début de 1950, environ 200 hommes de l'armée chinoise ont accepté d'être internés en Birmanie. M. Tsiang a reçu de certains d'entre eux des lettres dans lesquelles ils déclarent qu'à l'époque, le Gouvernement birman leur avait promis de leur donner la possibilité de se rendre à Formose. Ces hommes, qui avaient été d'abord internés à Meiktila, ont été ensuite transférés à Mandalay. Le traitement qu'ils ont subi a fait l'objet de nombreuses plaintes, notamment en ce qui concerne la nourriture et le logement et il paraît qu'après le transfert, les conditions ont empiré. En 1951, un porte-parole de ces hommes a adressé un appel au Premier Ministre de Birmanie pour obtenir un meilleur traitement, mais cet appel est resté sans réponse. M. Tsiang mentionne cette affaire non parce qu'il veut porter un jugement sur le Gouvernement de la Birmanie, mais pour souligner que si l'on avait mieux traité ce premier groupe de prisonniers de l'armée chinoise, le problème ne serait sans doute pas devenu aussi grave ni aussi difficile à résoudre.

39. Comme l'a déclaré le représentant de la Birmanie, la Birmanie a envoyé des troupes en 1950 contre les forces armées nationalistes. Il y a eu vraisemblablement des pertes et l'effectif initial des forces armées chinoises doit avoir été réduit à moins de 10 pour 100 de leur effectif actuel. Cette armée s'est développée et son caractère s'est modifié. Elle ne fait pas partie de l'armée chinoise et il doit être manifeste qu'elle ne se trouve pas sous le contrôle effectif du Gouvernement chinois. S'il est vrai que ce gouvernement exerce une certaine influence sur le général Li Mi et sur quelques-uns de ses officiers, cette influence varie de temps à autre, de même que l'influence exercée par le général Li Mi sur ses troupes dispersées. Dans la mesure où le Gouvernement de la Chine a quelque influence sur le général Li Mi, il en a usé en tenant compte des désirs du Gouvernement birman. Dès le début, le Gouvernement chinois a signalé au général Li qu'il ne devait pas pénétrer en Birmanie. Sachant que la frontière entre la Birmanie et la Chine était longue et sinueuse et que, même dans la partie où elle était bien délimitée, il était

difficile de savoir exactement où commençait un pays et où se terminait l'autre pays — et à plus forte raison dans les zones non délimitées — le Gouvernement de la Chine s'est efforcé à maintes reprises de persuader au général Li de ne pas pénétrer en Birmanie. M. Tsiang fait observer que si l'on s'intéresse à des décisions sur le papier, son gouvernement pourrait facilement donner un ordre à ces forces armées, mais que cela ne constituerait pas une solution pratique ou raisonnable. On pourrait espérer que le Gouvernement chinois prononcerait une condamnation morale afin d'éviter que des représentants de ces forces armées ne recueillent des fonds auprès des Chinois libres, mais, du point de vue psychologique, il est impossible au Gouvernement chinois de prendre une telle mesure.

40. Le représentant de la Birmanie a fait allusion aux tentatives faites par l'Ambassade des Etats-Unis à Rangoon. Mais les démarches que l'Ambassade des Etats-Unis a faites à Taïpeh ont été aussi fermes et ont visé un seul but, à savoir obtenir du Gouvernement de la Chine qu'il use de son influence sur l'armée anticommuniste de salut national. En réponse aux appels de l'Ambassadeur des Etats-Unis, le Gouvernement chinois a donné l'assurance que, malgré toutes les difficultés, il s'efforcera de mettre fin à la collecte de fonds par les agents de cette armée et M. Tsiang espère que cette assurance a été transmise au Gouvernement birman. C'est là, de la part du Gouvernement chinois, un effort considérable pour répondre aux vœux du Gouvernement birman. En outre, le Gouvernement chinois a donné l'assurance, et M. Tsiang espère qu'elle sera également transmise au Gouvernement birman, qu'aucun avion ne sera autorisé à quitter un aéroport de Taiwan en direction de cette région frontrière. Les membres de la Commission doivent se rendre compte qu'étant donné l'état d'esprit du peuple chinois, il était difficile de prendre une décision de ce genre. Cela montre jusqu'à quel point le Gouvernement chinois désire coopérer avec le Gouvernement birman et lui venir en aide.

41. Le Gouvernement birman n'a pas fait preuve d'un grand esprit de coopération. Il a pris des décisions à la suite desquelles il est devenu très difficile pour le Gouvernement chinois d'user de son influence morale sur le général Li Mi. D'une part, la Birmanie a saisi de la question l'Organisation des Nations Unies et elle a lancé l'accusation monstrueuse d'agression. D'autre part, recourant à la force, le Gouvernement birman a décidé d'utiliser certaines unités birmanes communistes pour lutter contre l'armée anticommuniste de salut national et cette décision n'a fait que compliquer le problème. M. Tsiang précise qu'il ne formule aucune protestation ni aucune plainte au sujet de mesures que le Gouvernement de la Birmanie a le droit de prendre sur son propre territoire. Toutefois, les mesures qu'il a prises et, notamment, la participation des unités communistes rendent beaucoup plus difficile la tâche du Gouvernement chinois qui doit user de son influence morale.

42. Le Gouvernement chinois reste disposé à accepter l'offre de bons offices que lui a faite l'Ambassade des Etats-Unis à Taïpeh. Il ne veut pas faire des promesses sur le papier ni se fier à des documents officiels qui pourraient ne pas résoudre le problème. Par exemple, si le Gouvernement chinois promettait de retirer cette armée, il pourrait prêter le flanc à l'accusation de mauvaise foi, car l'exécution de cette décision soulèverait de grosses difficultés matérielles et psychologiques. Le problème mérite une étude attentive et le Gouvernement

chinois ne peut prendre un engagement auquel il lui serait impossible de faire honneur, le moment venu.

43. En terminant, M. Tsiang répète que si le Gouvernement de la Birmanie désire recourir à la force, c'est son affaire. Mais s'il veut que le Gouvernement chinois use de son influence morale dans cette affaire, M. Tsiang doit lui demander de ne pas s'opposer davantage à la solution du problème. Etant donné que le projet de résolution birman ne présente aucune utilité et qu'il est contraire à l'équité, M. Tsiang ne peut pas l'accepter.

44. M. MENON (Inde) déclare que sa délégation tient à exprimer la profonde préoccupation que lui cause cette question, car elle estime que toute atteinte à l'honneur de la Birmanie ou toute offense faite à ce

pays est, pour elle, aussi importante qu'une offense faite à l'Inde.

45. La déclaration du représentant de la Birmanie est un chef-d'œuvre de bon sens logique, de brièveté et de modération. Le Gouvernement de l'Inde et la Birmanie sont préoccupés de l'agression commise contre le territoire birman. La délégation indienne approuve l'attitude adoptée par la Birmanie et elle espère que le retrait des troupes étrangères du territoire birman permettra de résoudre bientôt les difficultés actuelles. M. Menon se réserve le droit d'intervenir ultérieurement dans le débat.

La séance est levée à 12 h. 55.